

## Violences au Burundi : fin de la première phase d'enquête de l'ONU

RFI, 08-03-2016 Au Burundi, la visite des experts, chargés par l'ONU d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, s'est achevée mardi 8 mars. Mandatés par la résolution du 17 décembre 2015, les trois experts ont, pendant trois jours, mené des entretiens et rencontré différentes personnalités politiques, religieuses et issues de la société civile burundaise. Il s'agit de la première phase de leur enquête. [Photo : Les trois experts de l'ONU se sont rendus samedi à la prison centrale de Gitega]

L'objectif de la mission était d'établir les responsabilités pour les cas de violations des droits de l'homme. Mais pour l'instant, « il est encore trop tôt pour dire exactement qui a fait quoi », affirme Maya Sahli-Fadel, l'une des expertes. Toutefois, selon Christof Heyns, lui aussi envoyé par l'ONU, il apparaît clairement que des exactions ont eu lieu, notamment des exécutions extra-judiciaires. Il ajoute que nombre d'officiels ont le sentiment d'être attaqués, notamment par la communauté internationale et le Rwanda. Les experts ont également rencontré des membres de la société civile ainsi que des autorités religieuses, avant de visiter la prison de Gitega dans le centre du pays. Ils y ont rencontré les prisonniers putschistes qui s'y trouvent. Ils n'ont en revanche pas demandé à visiter les géôles du national de renseignement, lieu de nombreuses exactions selon plusieurs rapports. Ils n'ont pas non plus visité des sites qui pourraient abriter des fosses communes, ni de rencontres avec des victimes de violations de droits de l'homme.

Selon Maya Sahli-Fadel, ces étapes seront remplies lors de la seconde phase durant laquelle neuf enquêteurs seront envoyés sur le terrain. Mais les autorités burundaises devront accepter leur venue. La première phase avait été retardée d'un mois, en raison de l'absence de réponse de Bujumbura. Après la remise d'une note verbale le 1er mars au Conseil des Droits de l'homme, l'ONU espère lancer la seconde phase de son enquête d'ici le mois d'avril.